

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
49 bis rue Laplace  
41000 BLOIS

Blois, le 26/10/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CLMTP SARL**

Zone Artisanale de la Fouquerie  
7 rue de la Fouquerie  
72300 SOLESMES

Références : 2022 – 1099/ PR VAT20220660

Code AIOT : 0010011865

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement CLMTP SARL implanté Lieu-dit Les Alcools 41130 GIEVRES. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLMTP SARL
- Lieu-dit Les Alcools 41130 GIEVRES
- Code AIOT : 0010011865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLMTP exploite une plateforme de regroupement, tri et broyage de déchets ferroviaires constitués de déchets dangereux (traverses de bois usées) et non dangereux (rails, ballast) en vue de leur valorisation ainsi que des bâtiments d'entretien et de maintenance de matériels ferroviaires sur la commune de GIEVRES.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021
- suites de la visite du 25/08/2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites visite du 25/08/2022 Point de contrôle n° 11	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites visite du 25/08/2022 Point de contrôle n° 7	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.1.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale AP MD du 29/06/2021	Levée APMD du 29/06/2021

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de désenfumage a été mis en conformité dans les trois ateliers. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2021 est respecté. La non conformité relative au murs coupe feu 1 heure des ateliers ayant été levée de fait suite aux modifications des prescriptions de l'AP du 11/08/2017 par l'APC du 01/03/2022.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites visite du 25/08/2022. Point de contrôle n°7.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage des ateliers de maintenance.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> Conforme. Les ateliers sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie.
<b>Observations :</b> L'inspection a pu constater lors de la visite du 17/10/2022 que le système de désenfumage a été installé dans les trois ateliers. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès dans les trois ateliers. <p>La société SMD 45 qui a procédé à la mise en place du système de désenfumage a remis à l'inspection lors de la visite un exemplaire du dossier d'ouvrage exécuté.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2021 est respecté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Le vée APMD du 29/06/2021

**N° 2 : Suites de la visite du 25/08/2022. Point de contrôle n° 11.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Une réserve d'eau de 5 000 m<sup>3</sup> minimum au sud-est du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ;</li><li>• Une réserve d'eau de 2 000 m<sup>3</sup> minimum au nord-ouest du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les volumes disponibles des deux réserves incendie ne sont pas assurés.
<b>Observations :</b> L'inspection a pu constater que la réserve incendie de 5000 m <sup>3</sup> a un niveau très bas (105 cm environ) et celui de la réserve de 2000 m <sup>3</sup> est d'environ 1,20 m. Au vu du tableau synthétique de lecture des échelles limnimétriques présenté par l'exploitant, le volume de la réserve incendie de 5000 m <sup>3</sup> est réellement d'environ 3500 m <sup>3</sup> et celui de la réserve de 2000 m <sup>3</sup> est d'environ 1600 m <sup>3</sup> . Dans le dossier de demande d'autorisation de 2015 il est mentionné que le volume des réserves incendie est surdimensionné au regard des risques présents sur le site, les volumes ayant été prévus pour l'ancien dépôt d'alcool seveso seuil haut sans préciser toutefois le volume minimum nécessaire (calcul via la D9). A noter que la plupart des installations et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses ne sont pas encore mise en service.  L'exploitant doit justifier qu'en tout temps les volumes des réserves incendie sont suffisants au regard des risques existants sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet